

## Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (\*)

5 JUIN 1997

### PROPOSITION

**visant à insérer dans le Règlement de la Chambre des représentants un article 55bis portant exécution de l'article 3, alinéa 4, de la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires**

### RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION SPECIALE DU  
REGLEMENT ET DE LA REFORME DU TRAVAIL  
PARLEMENTAIRE (1)

PAR  
**M. Yvon HARMEGNIES**

(1) Composition de la commission :

Président : M. Langendries.

**A. — Titulaires :**

C.V.P. MM. Cauwenberghs, Lenssens, Tant, N.  
P.S. MM. Harmegnies, Henry, Janssens (Ch.).  
V.L.D. MM. Cortois, Dewael, Taelman.  
S.P. MM. Schellens, Vanvelthoven.  
P.R.L.- MM. Michel, Reynders.  
F.D.F.  
P.S.C. M. Lefèvre.  
VI. M. Van den Eynde.  
Blok  
Agalev/M. Detienne.  
Ecolo

**B. — Suppléants :**

M. Ansoms, Mme Creyf, MM. Pieters (D.), Verherstraeten, N.  
MM. Dighneef, Dufour, Moureaux, Toussaint.  
MM. Chevalier, Daems, De Croo, Van Belle.  
MM. Landuyt, Van der Maelen, Mme Vanlerberghe.  
MM. Barzin, Duquesne, Moerman.  
Mme de T'Serclaes, M. Viseur (J.-J.).  
MM. Annemans, Buisseret.  
MM. Lozie, Tavernier.

*Voir :*

**- 1060 - 96 / 97 :**

— N° 1 : Proposition de MM. Dewael, Eerdeken, Lefèvre, Reynders, Tant et Vanvelthoven.  
— N° 2 : Amendements.

*Voir aussi :*

— N° 4 : Texte adopté par la commission.

(\*) Troisième session de la 49<sup>e</sup> législature.

## Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (\*)

5 JUNI 1997

### VOORSTEL

**tot invoeging in het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers van een artikel 55bis, houdende uitvoering van artikel 3, vierde lid van de wet van 3 mei 1880 op het parlementair onderzoek**

### VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE VOOR HET  
REGLEMENT EN VOOR DE HERVORMING VAN DE  
PARLEMENTAIRE WERKZAAMHEDEN (1)

UITGEBRACHT DOOR  
**DE HEER Yvon HARMEGNIES**

(1) Samenstelling van de commissie :

Voorzitter : de heer Langendries.

**A. — Vaste leden :**

C.V.P. HH. Cauwenberghs, Lenssens, Tant, N.  
P.S. HH. Harmegnies, Henry, Janssens (Ch.).  
V.L.D. HH. Cortois, Dewael, Taelman.  
S.P. HH. Schellens, Vanvelthoven.  
P.R.L.- HH. Michel, Reynders.  
F.D.F.  
P.S.C. H. Lefèvre.  
VI. H. Van den Eynde.  
Blok  
Agalev/H. Detienne.  
Ecolo

**B. — Plaatsvervangers :**

H. Ansoms, Mevr. Creyf, HH. Pieters (D.), Verherstraeten, N.  
HH. Dighneef, Dufour, Moureaux, Toussaint.  
HH. Chevalier, Daems, De Croo, Van Belle.  
HH. Landuyt, Van der Maelen, Mevr. Vanlerberghe.  
HH. Barzin, Duquesne, Moerman.  
Mevr. de T'Serclaes, H. Viseur (J.-J.).  
HH. Annemans, Buisseret.  
HH. Lozie, Tavernier.

*Zie :*

**- 1060 - 96 / 97 :**

— N° 1 : Voorstel van de heren Dewael, Eerdeken, Lefèvre, Reynders, Tant en Vanvelthoven.  
— N° 2 : Amendementen.

*Zie ook :*

— N° 4 : Tekst aangenomen door de commissie.

(\*) Derde zitting van de 49<sup>e</sup> zittingsperiode.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné et adopté cette proposition au cours de sa réunion du 4 juin 1997.

## I. — EXPOSE INTRODUCTIF DES AUTEURS DE LA PROPOSITION

Les auteurs renvoient aux développements de la proposition (Doc. n° 1060/1).

## II. — DISCUSSION

*Un membre* déclare que son groupe politique ne peut en aucun cas marquer son accord sur le contenu de la proposition à l'examen.

Il va de soi que les membres d'une commission d'enquête parlementaire doivent se comporter de manière à ne pas entraver l'instruction judiciaire et à ne pas mettre en danger des témoins par leurs déclarations.

La proposition à l'examen est toutefois inacceptable pour des raisons diverses.

Premièrement, le membre concerné sera exclu non seulement de la commission d'enquête où il a eu un comportement fautif, mais aussi de toutes les autres commissions d'enquête dont il est membre.

Deuxièmement, dans les développements de la proposition, les auteurs font fort judicieusement référence à l'article 58 de la Constitution, qui garantit la « liberté de parole », alors que dans l'article proprement dit du Règlement, ils font fi de ce principe constitutionnel. Les membres de commissions d'enquête parlementaire risquent donc d'être réduits au silence et les commissions d'enquête parlementaire risquent par conséquent de devenir des cénacles où les dossiers font l'objet d'un enterrement de première classe.

Troisièmement, le pouvoir que l'article en question confère au président de la Chambre va beaucoup trop loin. Le président se voit attribuer un pouvoir discrétionnaire et sa décision ne peut même pas faire l'objet d'un débat. Son intervention risque donc bel et bien de porter atteinte à la « liberté de parole ».

*Un des auteurs de la proposition* déplore qu'il faille régler cette question dans le Règlement de la Chambre. Il avait espéré que le sens de la déontologie des membres aurait permis d'éviter des situations telles que celle qui s'est produite récemment par suite de la publication par un (ancien) membre de la commission Dutroux d'informations obtenues au cours d'auditions à huis clos.

Il fait observer que la proposition qu'il a cosignée constitue le minimum sur lequel un large consensus a pu être dégagé au cours des réunions des présidents de groupe. D'autres questions, telles que celle de l'application d'éventuelles sanctions pénales aux anciens membres ayant violé le secret ou aux mem-

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit voorstel besproken en aangenomen tijdens haar vergadering van 4 juni 1997.

## I. — INLEIDING DOOR DE AUTEURS VAN HET VOORSTEL

Er wordt verwezen naar de toelichting bij het voorstel (Stuk n° 1060/1).

## II. — BESPREKING

*Een lid* stelt dat zijn fractie in geen geval kan instemmen met de inhoud van het voorliggende voorstel.

Het spreekt vanzelf dat leden van een parlementaire onderzoekscommissie zich derwijze moeten gedragen dat zij door hun verklaringen noch het gerechtelijk onderzoek hinderen, noch getuigen in gevaar brengen.

Het voorliggende voorstel is echter om diverse redenen onaanvaardbaar.

Ten eerste zal het betrokken lid niet alleen worden uitgesloten uit de onderzoekscommissie waar hij in de fout is gegaan, maar uit alle andere onderzoekscommissies waarvan hij lid is.

Ten tweede wordt in de toelichting bij het voorstel zeer terecht verwezen naar artikel 58 van de Grondwet dat de zogenaamde « *freedom of speech* » waarborgt, maar wordt in het eigenlijke Reglementsartikel een loopje genomen met dat grondwettelijk beginsel. Leden van onderzoekscommissies dreigen aldus monddood te worden gemaakt en parlementaire onderzoekscommissies dreigen aldus te worden tot cenakels waar dossiers een eersteklas-begravenis krijgen.

Ten derde gaat de macht die door dit artikel aan de Kamervoorzitter wordt toegekend, veel te ver. De voorzitter krijgt een discretionaire macht en over zijn beslissing kan zelfs geen debat worden gevoerd. Het gevaar is dus niet denkbeeldig dat de « *freedom of speech* » door zijn optreden wordt aangetast.

*Een van de auteurs van het voorstel* betreurt dat deze aangelegenheid in het Reglement van de Kamer moet worden geregeld. Hij had gehoopt dat de deontologie van de leden zou hebben volstaan om situaties te vermijden zoals die welke zich recentelijk heeft voorgedaan ingevolge de publicatie, door een (gewezen) lid van de commissie-Dutroux, van informatie verkregen tijdens hoorzittingen met gesloten deuren.

Hij wijst erop dat het voorstel dat hij heeft mede-ondertekend, het minimum is waarover een grote mate van overeenstemming kon worden bereikt tijdens de vergaderingen van de fractievoorzitters. Andere vragen, zoals die met betrekking tot de mogelijke strafrechtelijke sancties tegen gewezen leden

bres ayant violé le secret dans l'exercice de leurs fonctions (par exemple, depuis la tribune ou en commission), restent en suspens. Son groupe votera telle quelle la proposition à l'examen, mais insiste pour qu'à l'avenir, on s'emploie également à résoudre ces problèmes.

*M. Tavernier* présente un amendement (n° 2 — Doc. n° 1060/2) tendant à mieux préciser le champ d'application de l'article 55bis.

L'article 3, alinéa 4, de la loi du 3 mai 1880, modifié par la loi du 30 juin 1996, prévoit en effet que les membres de la Chambre sont tenus au secret en ce qui concerne les informations recueillies à l'occasion de toutes les réunions non publiques de commission. L'intervenant estime que cela n'est pas nécessaire et propose de ne sanctionner que dans les cas où sont rendus publics des éléments recueillis lors d'auditions à huis clos et concernant des instructions en cours ou à venir.

Il fait en outre observer qu'il va de soi que, si elle est adoptée, la proposition à l'examen ne peut pas avoir d'effet rétroactif. Il n'a toutefois jamais été répondu à la question de savoir si elle sera applicable aux délits continus.

*M. Van den Eynde* présente un sous-amendement (n° 3 — Doc. n° 1060/2) tendant à remplacer, dans l'amendement susvisé de *M. Tavernier*, les mots « éléments d'une audition à huis clos » par les mots « informations faisant partie d'un témoignage fait à huis clos ».

*Un autre intervenant* souligne que la proposition d'article du Règlement à l'examen doit être lue conjointement avec le projet de règlement d'ordre intérieur des commissions d'enquête, qui est actuellement examiné par les présidents de groupe de la Chambre. Ce règlement prévoira en effet que les réunions des commissions d'enquête sont normalement publiques. Il n'y aura plus de réunion à huis clos que si la commission le décide expressément — à la majorité des deux tiers des voix. Etant donné qu'à l'avenir la publicité des débats sera plus que jamais la règle, il convient de prévoir des règles strictes en ce qui concerne le secret des informations recueillies à l'occasion de réunions tenues à huis clos.

La solution prévue par l'article 55bis proposé comble un vide et n'est pas contraire au principe inscrit à l'article 58 de la Constitution.

La nouvelle procédure est équitable : le président de la Chambre décidera en son âme et conscience — après avoir recueilli l'avis de la commission d'enquête et entendu l'intéressé — et il communiquera toujours cette décision en séance plénière.

L'intervenant n'ignore pas que cette règle ne résout rien quant à la sanction à infliger à des personnes qui ne sont plus membres de la Chambre. Il indique cependant que les présidents de groupe ont décidé de recueillir, notamment à ce sujet, l'avis d'un certain nombre de juristes éminents.

die de geheimhoudingsplicht schenden, of tegen leden die de geheimhoudingsplicht schenden in de uitoefening van hun ambt (bijvoorbeeld vanop het spreekgestoelte of in commissie), blijven onopgelost. Zijn fractie zal het voorliggende voorstel ongewijzigd goedkeuren maar dringt erop aan dat in de toekomst ook een oplossing wordt gezocht voor die problemen.

*De heer Tavernier* stelt een amendement n° 2 voor (Stuk n° 1060/2), dat ertoe strekt het toepassingsgebied van artikel 55bis beter te omschrijven.

Artikel 3, vierde lid, van de wet van 3 mei 1880, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1996, voorziet immers in een geheimhoudingsplicht met betrekking tot informatie verkregen naar aanleiding van alle niet-openbare commissievergaderingen. Spreker vindt dat niet nodig en stelt voor de sanctie te beperken tot gevallen waar elementen worden openbaar gemaakt van hoorzittingen met gesloten deuren en in verband met lopende en toekomstige onderzoeken.

Hij wijst er voorts op dat het vanzelf spreekt dat het voorliggende voorstel, indien het wordt aangenomen, geen terugwerkende kracht kan hebben. De vraag of het van toepassing zal zijn op voortdurende misdrijven is echter nooit beantwoord.

*De heer Van den Eynde* stelt een subamendement (n° 3, Stuk Kamer n° 1060/2) voor, dat ertoe strekt in voornoemd amendement n° 2 van de heer Tavernier de woorden « elementen van een hoorzitting met gesloten deuren » te vervangen door de woorden « gegevens die deel uitmaken van een getuigenis die achter gesloten deuren afgelegd werd ».

*Een volgende spreker* wijst erop dat het voorliggende voorstel van Reglementsartikel moet worden samengelezen met het ontwerp van reglement van orde voor de onderzoekscommissies, dat momenteel door de fractievoorzitters van de Kamer wordt besproken. Dat reglement van orde zal immers bepalen dat de vergaderingen van de onderzoekscommissies principieel openbaar zijn. Alleen indien de commissie — met een meerderheid van twee derden van de stemmen — daartoe uitdrukkelijk beslist, zal nog met gesloten deuren worden vergaderd. Aangezien openbaarheid in de toekomst meer dan ooit de regel zal zijn, moeten er strikte regels gelden inzake geheimhouding van informatie verkregen tijdens vergaderingen met gesloten deuren.

De oplossing waarin het voorgestelde artikel 55bis voorziet vult een vacuüm op en is niet in strijd met het beginsel vervat in artikel 58 van de Grondwet.

De nieuwe procedure is billijk : de Kamervoorzitter zal — na het advies van de onderzoekscommissie te hebben ingewonnen en de betrokkene te hebben gehoord — in eer en geweten beslissen en deelt deze beslissing altijd mee in plenaire vergadering.

Spreker is niet blind voor het feit dat deze regeling geen oplossing biedt voor een probleem zoals dat van de sanctie jegens personen die niet langer lid zijn van de Kamer. Hij wijst er echter op dat de fractievoorzitters beslist hebben onder meer daarover het advies in te winnen van een aantal eminente juristen.

*Mme Van de Castele* présente un amendement (n° 1, Doc. n° 1060/2) visant à prévoir que le membre d'une commission d'enquête qui viole le secret n'est pas remplacé. Son objectif, en présentant cet amendement, est de sanctionner non seulement le membre de la commission, mais aussi le groupe politique auquel il appartient, et ce, afin d'inciter désormais les groupes à exercer un contrôle plus strict sur leurs représentants au sein de commissions d'enquête. Cela amènera peut-être les groupes politiques et les membres de commission à assumer davantage leurs responsabilités.

\*  
\* \*

L'amendement n° 3 de M. Van den Eynde (sous-amendement à l'amendement n° 2) est rejeté par 8 voix contre une et une abstention.

L'amendement n° 2 de M. Tavernier est rejeté par 8 voix contre une et une abstention.

L'amendement n° 1 de Mme Van de Castele et consorts est rejeté à l'unanimité.

La proposition visant à insérer un article 55bis dans le Règlement de la Chambre est adoptée par 8 voix contre une et une abstention.

*Le rapporteur,*

*Le président,*

Y. HARMEGNIES

R. LANGENDRIES

*Mevrouw Van de Castele* stelt een amendement n° 1 voor (Stuk n° 1060/2), dat ertoe strekt te bepalen dat een lid van een onderzoekscommissie dat de geheimhoudingsplicht schendt, niet wordt vervangen. Met haar amendement wil ze niet alleen het commissielid zélf, maar ook de fractie waartoe het lid behoort sanctioneren, opdat de fracties in de toekomst meer toezicht zouden gaan uitoefenen op hun vertegenwoordigers in de onderzoekscommissies. Zowel de fracties als de individuele commissieleden zullen dan wellicht in grotere mate hun verantwoordelijkheid opnemen.

\*  
\* \*

Amendement n° 3 van de heer Van den Eynde (subamendement op amendement n° 2) wordt verworpen met 8 tegen 1 stem en 1 onthouding.

Amendement n° 2 van de heer Tavernier wordt verworpen met 8 tegen 1 stem en 1 onthouding.

Amendement n° 1 van Mevr. Van de Castele c.s. wordt eenparig verworpen.

Het voorstel tot invoeging van een artikel 55bis in het Reglement wordt aangenomen met 8 tegen 1 stem en 1 onthouding.

*De rapporteur,*

*De voorzitter,*

Y. HARMEGNIES

R. LANGENDRIES